

ENTRETIEN

Jean Jouzel, climatologue et ancien vice-président du groupe scientifique du Giec, coauteur de *Climat, Parlons vrai* (éd. Les Pérégrines, 2021).

Est-il trop tard ?

Jean Jouzel : Il n'est pas trop tard pour faire le maximum. Nous ne pouvons plus rien changer au climat de 2030 – la période de latence entre nos émissions et leurs conséquences étant trop importante – mais ce que nous émettrons dans les prochaines décennies décidera du climat de la deuxième moitié du siècle. À chaque demi-degré de réchauffement supplémentaire, ce sont des millions de personnes en plus qui seront menacées par des événements climatiques extrêmes ou l'élévation du niveau de la mer. En parallèle, on sait qu'il suffirait d'allouer 1% de notre PIB en plus à la lutte contre le réchauffement climatique pour que la France réussisse sa transition énergétique, qui consiste à abandonner les combustibles fossiles au profit d'énergies renouvelables et, probablement, du nucléaire. Tout est une question de choix.

Quels sont les grands enseignements du dernier rapport du Giec ?

J.J. : Au-delà d'un vrai progrès dans les projections, plus précises et détaillées que dans les précédents rapports, il montre surtout pour la première fois sans équivoque possible que le réchauffement climatique est causé par les activités humaines. Depuis l'ère pré-industrielle, la température terrestre a ainsi augmenté de 1,1°C. Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C à la fin du siècle, il faudrait arriver en 2050 à une neutralité carbone, c'est-à-dire à un équilibre entre les émissions de CO₂ et autres gaz à effet de serre issus de l'activité humaine et les séquestrations de ce CO₂ en-dehors de l'atmosphère. Et pour le limiter à 2°C, il faudrait l'atteindre en 2070.

Ces échéances constituent-elles à vos yeux des points de non-retour ?

J.J. : Il reste des incertitudes concernant l'ampleur du réchauffement en fonction de nos émissions, c'est pourquoi le Giec évoque plusieurs scénarios. Pour la température, il n'y a toutefois pas de point de non-retour. En admettant qu'il soit déjà trop tard pour empêcher une hausse de 2°C, il serait en effet possible de revenir à 1,5°C à la fin du siècle, à condition d'arriver à des « émissions nettes négatives ». Cela signifie qu'il faudrait d'une part réduire drastiquement le volume de CO₂ rejeté dans l'atmosphère ; d'autre part, retirer durablement de l'atmosphère et stocker dans les puits de carbone un volume de CO₂ supérieur à celui rejeté. Mais même si on y parvient, certaines conséquences seront, elles, irréversibles comme l'élévation du niveau de la mer.

Propos recueillis par Axelle Szczygiel



Le lac Poopó, en Bolivie, est aujourd'hui à sec. En cause : le réchauffement climatique, mais aussi l'agriculture et l'industrie minière.

PHOTO 12/ALAMY/ANDERS RYMAN

POURQUOI nie-t-on l'évidence ?

C'est souvent un mécanisme de défense : confrontés à une information qui nous effraie, nous préférons privilégier les arguments qui nient le problème ou du moins son ampleur. Quitte à parfois croire à des complots abracadabrants – le réchauffement climatique est une invention des Chinois – plutôt que de regarder en face une vérité qui dérange ! Et une fois convaincu, il est bien difficile de changer d'avis. « L'être humain privilégie toujours par réflexe les informations qui vont dans le sens de ce qu'il pense », souligne Isabelle Richard, docteure en psychologie sociale. C'est ce même biais de confirmation qu'exploitent les climato-sceptiques de tout poil lorsqu'ils assèment leurs certitudes sur un plateau télé face à

des climatologues qui, eux, vont souvent se montrer plus prudents, la science étant fondée sur le doute. « Nous sommes plus disposés à faire confiance à un expert certain que tel phénomène est improbable qu'à un expert qui n'est pas certain que tel autre est très probable », explique le sociologue George Marshall dans *Le Syndrome de l'autruche*. Sans compter que les conséquences du réchauffement, dans une société dominée par le court-termisme, apparaissent bien trop lointaines et hors de contrôle pour susciter une réaction. « Dans le message transmis, la crise climatique doit donc prendre une dimension personnelle, immédiate et résoluble », affirme Isabelle Richard. Histoire de proposer une vision du futur qui suscite davantage l'envie d'agir... que le déni. A.Sz.

99,9 % des études scientifiques publiées depuis 2012 s'accordent sur les causes humaines du changement climatique. Pourtant, près d'un quart des Français doutent encore du réchauffement de la planète.

(Sources : Université Cornell 2021, Opinion Way 2019)